

## CONFÉRENCE

# Bruno Foucher : Ceux qui refusent de parler avec le Hezbollah font fausse route

« Pour le Quai d'Orsay, le monde arabe englobe l'Iran », souligne l'ambassadeur lors d'une conférence sur la politique arabe de la France.

La politique arabe de la France, c'est le général de Gaulle qui en a « fixé le périmètre », a affirmé récemment l'ambassadeur de France Bruno Foucher lors d'une conférence à l'Institut des sciences politiques de l'USJ sur le thème : « La politique arabe de la France », en présence notamment du recteur Salim Daccache, de Karim Bitar, directeur de l'institut, de Pascal Monin, responsable de l'Observatoire de la fonction publique et de la bonne gouvernance, et d'un parterre de responsables universitaires et d'étudiants.

« En 1958, a affirmé l'ambassadeur, le général de Gaulle a souhaité tourner la page du colonialisme. Cette approche procède d'une vision qui se développe en deux temps : le premier est celui de l'indépendance de l'Algérie, et le second, c'est la guerre de 1967, avec

la suspension de l'aide militaire à Israël. »

Pour M. Foucher, la continuation de cette politique se décline actuellement en trois piliers : la distanciation avec la politique américaine en poursuivant une voie indépendante ; une position de plus en plus critique vis-à-vis d'Israël et les intérêts français dans le monde arabe ; et le positionnement spécial du Liban.

« Concernant le premier pilier, souligne le diplomate, je ne comprends pas comment nos alliés nous demandent qu'on ne parle pas à une partie de la population libanaise, à savoir le Hezbollah. Ne pas parler à 30 % de la population libanaise, c'est se priver de la capacité de faire passer des messages. » En ce qui concerne le deuxième pilier, ajoute-t-il, « nous avons conservé un discours, non pas hostile, mais

critique face à Israël, nous ne nous alignons pas sur les positions des dirigeants israéliens de gauche ou de droite. Nous leur disons que la colonisation est illégale. Nous sommes attachés au droit international et nous refusons l'annonce faite par les États-Unis stipulant que Jérusalem est la capitale d'Israël ». Et par rapport au positionnement du Liban au cœur des intérêts français dans la région et le refus de tout ce qui peut perturber la stabilité du Liban », M. Foucher explique : « Parce que nous avons des liens historiques avec le Liban, la France respecte son indépendance et sa souveraineté. Le but de la politique extérieure n'est pas le changement de régime d'un autre pays. C'est un jeu dangereux auquel des pays s'adonnent sans vergogne, mais nous ne le faisons pas. »

Et d'enchaîner : « Il y a une obsession anti-iranienne de la part du président Donald Trump. Pour notre part, nous continuons de parler avec les Iraniens. En ce qui concerne le Hezbollah, je pense que ceux qui refusent de parler avec ce parti font fausse route et se privent de parler avec des Libanais qui sont représentés au Parlement. »

Par ailleurs, Bruno Foucher s'est référé « aux concepts utilisés au Quai d'Orsay », pour préciser que « le monde arabe couvre des pays qui sont arabophones évidemment, mais aussi l'Iran, qui est à la frontière de plusieurs mondes, et en exclut la Turquie ». Il précise qu'à cet égard, « la France n'a pas une vision particulière du monde arabe en termes de sa composition ou de sa recomposition, car, quand elle réfléchit à ce monde, elle applique des paramètres communs à tous les pays du monde. La France est favorable à la démocratie, aux questions des droits de l'homme, au respect des minorités et à l'épanouissement des individus. La défense de ces paramètres se fait automatiquement. Nous sommes aussi sensibles

à l'émergence des sociétés civiles et des questions environnementales ». F.N.



Le recteur de l'USJ, le Pr Salim Daccache, présentant la conférence, en présence de l'ambassadeur Bruno Foucher et du directeur de l'Observatoire de la bonne gouvernance, Pascal Monin. Photo Michel Sayegh